

Septième Réunion des directeurs océaniques de la santé : 3-5 avril 2019, Nadi, Fidji**Point 6.1 de l'ordre du jour – Point sur l'application de la Feuille de route régionale relative aux maladies non transmissibles (MNT) et sur l'Alliance océanique pour le suivi de la lutte contre les MNT****RÉSUMÉ**

Conscients de la charge de morbidité exceptionnelle imputable aux maladies non transmissibles (MNT) dans la région, les dirigeants océaniques ont adopté la Feuille de route relative à ces maladies et approuvé la création du tableau de bord de l'Alliance océanique pour le suivi de la lutte contre les MNT (MANA), outil destiné à effectuer le suivi des progrès accomplis.

La plupart des pays sont parvenus à élaborer des stratégies nationales plurisectorielles de lutte contre les MNT, à accroître les taxes sur les produits néfastes pour la santé, à renforcer la prise en charge de ces maladies et à procéder à un suivi par le biais d'études réalisées auprès de la population adulte sur les facteurs de risque associés aux MNT et du tableau de bord MANA.

Malgré quelques résultats obtenus, les pouvoirs publics doivent de toute urgence intervenir à l'échelon national en réponse à plusieurs difficultés et lacunes importantes. Les directeurs de la santé sont invités à 1) **veiller** à ce que les pays soient dotés d'un plan stratégique et de priorités actualisés de lutte contre les MNT, assortis d'indicateurs et d'échéances clairement définis ; 2) **s'engager** à mettre en place un groupe de travail plurisectoriel sur les MNT ou, s'il existe déjà, à le conserver ; 3) **approuver** le rapport régional rassemblant les tableaux de bord MANA ; et 4) **exploiter** le tableau de bord MANA à l'échelon national pour prioriser les principales mesures à prendre au cours de l'année à venir en s'attachant tout particulièrement à combler les lacunes généralement observées dans la région. Il s'agit notamment d'encadrer le marketing d'aliments mauvais pour la santé ciblant les enfants, de limiter les acides gras trans dans l'alimentation, d'éliminer l'ingérence de l'industrie du tabac et d'accroître encore les taxes sur les produits néfastes pour la santé.

1. CONTEXTE

Les infirmités et les décès prématurés imputables aux maladies non transmissibles (MNT) ont atteint des niveaux critiques en Océanie, mettant gravement en péril la santé et le développement durable.

Prenant acte de cette situation, les dirigeants océaniens ont approuvé une Feuille de route relative aux MNT en 2014 et se sont engagés à intervenir dans cinq grands domaines d'action, visant les objectifs suivants : renforcer la lutte antitabac par une augmentation progressive des droits d'accise ; augmenter les taxes sur les boissons alcoolisées ; améliorer les politiques de réduction de la consommation de boissons et aliments favorisant les MNT ; renforcer les mesures de prévention primaire et secondaire des MNT ; et consolider les connaissances disponibles pour améliorer l'efficacité des programmes. Pour aider les pays à effectuer le suivi des progrès réalisés dans la mise en œuvre de la Feuille de route, l'Alliance océanienne pour le suivi de la lutte contre les MNT a mis sur pied le tableau de bord MANA et a convenu de présenter un rapport à chaque réunion des ministres océaniens de la Santé.

Le présent document fait le point sur les progrès accomplis dans la mise en œuvre de la Feuille de route, dont le suivi est effectué par l'Alliance océanienne (annexe). Y sont également exposés les défis à relever et les recommandations à suivre pour intensifier la lutte contre les MNT. Les informations ci-après sont issues du rapport de situation de 2018 ; les modifications apportées depuis l'adoption de chaque tableau de bord national en 2018 ne sont donc pas prises en compte dans ce document.

2. PROGRÈS RÉALISÉS ET RÉSULTATS OBTENUS

2.1 Impulsion politique et gouvernance

Sur les 21 États et Territoires insulaires océaniens visés dans le rapport MANA, 14 pays disposent d'une stratégie nationale plurisectorielle de lutte contre les MNT, 15 pays ont défini des indicateurs et des objectifs spécifiques dans ce domaine, et cinq pays se sont dotés d'un groupe de travail plurisectoriel sur les MNT.

2.2 Politiques et lois de prévention

Mesures fiscales : Les États et Territoires insulaires océaniens ont pour la plupart mis en œuvre une ou plusieurs mesures fiscales. Depuis l'adoption de la Feuille de route, 16 pays ont renforcé la fiscalité sur le tabac, et 12 pays sur l'alcool. Ils sont 14 à avoir augmenté les taxes sur une variété d'aliments et de boissons moins sains, et deux à les avoir réduites sur les fruits et les légumes.

Dix-huit pays océaniens ont instauré une taxe sur le tabac, mesure jugée efficace, et trois pays prennent actuellement des dispositions en ce sens. Dix-neuf pays ont mis en place des mécanismes jugés efficaces de taxation de l'alcool. Treize pays océaniens disposent de politiques fiscales visant à décourager la consommation de produits alimentaires néfastes pour la santé. Cependant, les mesures mises en place étaient considérées comme « vigoureuses » (notation de trois étoiles) pour quatre d'entre eux seulement.

Tabac et alcool : La plupart des États et Territoires insulaires océaniens ont déjà légiféré pour aménager des espaces publics non-fumeurs (18 pays), apposer des avertissements sanitaires sur les paquets des produits du tabac (16 pays), imposer des restrictions à la vente de tabac et à la délivrance de licences (14 pays), ainsi qu'à la publicité en faveur du tabac (17 pays). La plupart

d'entre eux ont également introduit des réglementations nationales relatives à la délivrance de licences afin de limiter la vente d'alcool, ainsi que des lois visant à contrôler l'alcool au volant.

Régime alimentaire et activité physique : Quatorze États et Territoires insulaires océaniques ont mis en place des politiques visant à réduire la consommation de sel au sein de la population, 13 pays ont émis des directives diététiques alimentaires nationales, deux pays ont élaboré des politiques visant à limiter le marketing d'aliments mauvais pour la santé ciblant les enfants, et 11 pays des politiques ou des directives encourageant l'offre d'aliments sains en milieu scolaire. Quatorze pays ont fait de l'éducation physique une matière obligatoire dans les programmes scolaires.

Mise en application : Quatorze États et Territoires insulaires océaniques ont établi un système public visant à assurer le respect des lois relatives au tabac, à l'alcool, à l'alimentation et à la noix de bétel.

2.3 Intervention des systèmes de santé

La plupart des États et Territoires insulaires océaniques ont émis des directives nationales pour le diagnostic et la prise en charge d'au moins une des quatre principales MNT. Sur les 21 pays océaniques visés dans le rapport, 15 pays ont introduit tous les médicaments essentiels pour la prise en charge des MNT dans la liste nationale des médicaments essentiels. Une aide au sevrage tabagique est proposée dans 15 pays. Sept pays ont imposé des restrictions à la commercialisation de substituts du lait maternel, six pays disposent d'un hôpital public certifié Hôpital ami des bébés, et huit pays ont instauré des lois prévoyant au moins 12 semaines de congé de maternité rémunéré.

2.4 Suivi

Sur les 21 États et Territoires insulaires océaniques visés dans le rapport, 16 pays ont recueilli des données sur les cinq dernières années concernant la prévalence des facteurs de risque associés aux MNT chez l'adulte et 14 pays ont recueilli ces mêmes données chez l'adolescent. Ils étaient 11 à avoir recueilli et communiqué des données sur la croissance des enfants. La plupart des pays océaniques se sont dotés de systèmes permettant de consigner systématiquement les causes de mortalité. Les 21 États et Territoires insulaires océaniques ont tous rempli le tableau de bord MANA.

3. DÉFIS À RELEVER

3.1 Impulsion politique et gouvernance

Malgré les engagements pris à l'échelon régional, d'importants efforts doivent encore être consentis pour renforcer l'impulsion politique et la gouvernance à l'échelon national. Par exemple, seuls quelques États et Territoires insulaires océaniques se sont dotés d'un groupe de travail national plurisectoriel, chargé de mettre en œuvre un plan national plurisectoriel de lutte contre les MNT, tandis que la mobilisation à cet égard de secteurs autres que la santé reste limitée.

3.2 Politiques et lois de prévention

La fiscalité a été renforcée dans les États et Territoires insulaires océaniques, mais il faut encore augmenter les taxes (conformément aux recommandations mondiales). Si des lois et des politiques solides encadrent certains domaines, un certain nombre de lacunes politiques ou

législatives entravent la lutte contre les MNT. Ainsi, aucun pays océanien ne dispose de politiques, de lois ou d'initiatives visant, d'une part, à prévenir l'ingérence de l'industrie du tabac, et, d'autre part, à limiter les acides gras trans dans l'alimentation, et ils ne sont qu'une poignée à s'être dotés de réglementations encadrant la publicité en faveur de l'alcool. L'ingérence de l'industrie peut entraver les efforts visant à renforcer les lois et les politiques. Parmi les autres problématiques requérant de toute urgence l'attention des pays figurent la limitation de la promotion d'aliments mauvais pour la santé auprès des enfants et le respect des lois et politiques adoptées.

3.3 Intervention des systèmes de santé

De nombreux États et Territoires insulaires océaniques rencontrent des difficultés pour garantir la disponibilité de ressources suffisantes pour l'achat de médicaments et d'équipements et pour le recrutement de professionnels de santé, indispensables à la pleine mise en œuvre de l'ensemble d'interventions essentielles pour lutter contre les MNT (« PEN » ou équivalent) dans les soins de santé primaires et à leur impact optimal sur la santé. Un nombre très faible de pays océaniques ont élaboré des politiques de lutte contre l'obésité infantile intégrant certaines mesures, par exemple l'imposition de restrictions relatives à la commercialisation des substituts du lait maternel, la certification Hôpital ami des bébés des établissements de santé et l'offre de locaux d'allaitement.

3.4 Suivi

Afin de surveiller les évolutions de la population, il est important que les pays océaniques continuent de planifier les études nécessaires sur les MNT. Les mécanismes de suivi de la croissance des enfants doivent être renforcés, et les données recueillies doivent être publiées afin de surveiller les tendances en matière de surpoids et d'insuffisance pondérale chez l'enfant dans les États et Territoires insulaires océaniques. Il convient également d'approfondir la recherche opérationnelle sur l'évaluation des impacts afin de consolider les interventions de lutte contre les MNT fondées sur des preuves scientifiques.

4. ORIENTATIONS FUTURES

4.1 Recommandations à l'attention des pouvoirs publics :

Les directeurs de la santé sont invités à :

1. **veiller** à ce que les États et Territoires insulaires océaniques soient dotés d'un plan stratégique et de priorités actualisés de lutte contre les MNT, assortis d'indicateurs et d'échéances clairement définis ;
2. **s'engager** à mettre en place un groupe de travail plurisectoriel sur les MNT ou, s'il existe déjà, à le conserver ;
3. **approuver** le rapport régional MANA sur les avancées politiques et législatives enregistrées dans les pays océaniques (annexe) ; et
4. **exploiter** le tableau de bord MANA à l'échelon national pour prioriser les principales mesures à prendre au cours de l'année à venir en s'attachant tout particulièrement à combler les lacunes généralement observées dans la région. Il s'agit notamment d'encadrer le marketing d'aliments mauvais pour la santé ciblant les enfants, de limiter les acides gras trans dans l'alimentation, d'éliminer l'ingérence de l'industrie du tabac et d'accroître encore les taxes sur les produits néfastes pour la santé conformément aux recommandations mondiales.

4.2 Recommandations à l'attention des partenaires du développement :

Les partenaires du développement sont invités à :

1. aider les États et Territoires insulaires océaniques à élaborer des politiques et des lois de prévention, ainsi qu'à mettre en œuvre des mesures nationales de lutte contre les MNT et à effectuer le suivi de ces mesures ;
 2. renforcer les efforts en faveur de la coordination régionale, et multiplier les possibilités de collaboration et de développement d'un réseau à l'échelle internationale pour les pays océaniques ; et
 3. appuyer la recherche opérationnelle sur l'évaluation des impacts afin de consolider les interventions de lutte contre les MNT fondées sur des preuves scientifiques.
-